
Éditorial

L'occupation des territoires nordiques

Le Québec est un espace nordique, faut-il le rappeler ? Selon les différents découpages proposés, 60% à 70% de ses territoires infranationaux répondent très bien aux critères de nordicité. À l'instar de la Sibérie, la Patagonie, le Yukon, ces divers territoires nordiques partagent ensemble un destin commun. Leur repositionnement stratégique à l'échelle planétaire représente un défi incontournable.

Les ressources naturelles seront évidemment au cœur de ce repositionnement. La dotation en ce sens s'avère imposante : 3% des réserves d'eau douce de la planète ; immense forêt boréale comme puits de CO₂ ; réserve impressionnante d'énergie renouvelable ; potentiel considérable pour l'agriculture nordique ; nombreux sites touristiques d'aventure – nature ; importants bassins et gisements miniers. Bref, la dotation du Nord en matière de ressources naturelles s'inscrit comme un atout inestimable pour le progrès du Québec. Elle se situe dans un contexte économique mondial complexe caractérisé notamment par une demande favorable, un grand capital international en désir d'investissements rentables, des technologies rapidement évolutives, des collectivités autochtones en éveil, des impératifs environnementaux, des droits de propriété, un État québécois qui s'occupe de son Nord. Actuellement, l'image du « laboratoire nordique » fait référence de plus en plus face aux défis à relever dans les champs de l'énergie, du réchauffement climatique, de la forêt boréale, des ressources minérales, de la gouvernance autochtone, des petites collectivités, du verglas et givre, de l'agriculture et de l'élevage, des rejets miniers, du paysage, du tourisme – nature, alors que d'autres enjeux émergent continuellement, notamment l'eau, le diamant, l'uranium, le gaz, le solaire, la prospective. Plusieurs de ces champs nordiques représentent déjà, pour l'UQAC et

l'UQAT, des spécialités de recherche qui pourraient bénéficier, selon plusieurs observateurs, de mesures pouvant faciliter les convergences et les synergies selon une vision globale de l'occupation et du développement.

Cette occupation nordique du Québec répond à un modèle géo-économique particulier, fort différent de celui qui sied au Sud. En réalité, ce ne sont pas les forces de la centralité qui jouent en périphérie nordique, mais bien celles de l'accessibilité qui créent ses propres formes territoriales distinctes, notamment des avant-postes principaux (Sept-Îles, Saguenay, Rouyn...) qui dessinent une « couronne nordique » d'où partent des « corridors de pénétration périphérique » et bientôt des « couronnes nordiques » qui vont rendre possible l'exploitation de zones autrefois complètement enclavées. À cet effet d'exploitation territoriale durable, la géopolitique de la périphérie nordique s'inscrit à l'image de la fragmentation des responsabilités et de l'éclatement du pouvoir. Cet émiettement institutionnel n'est certes pas optimal pour relever convenablement les futurs enjeux territoriaux que l'on détecte déjà à partir des scénarios d'avenir confectionnés. L'exemple récent de la forêt boréale est patent à cet égard. À travers les options institutionnelles proposées lors du Forum tenu à l'UQAC le 14 mars 2008 sous l'égide du Centre de recherche sur le développement territorial (www.uqac.ca/vision2025), une « Alliance des territoires nordiques » s'avère à notre avis nécessaire pour relever les enjeux interterritoriaux selon une vision globale, en utilisant des outils économiques et sociaux novateurs. ■

Marc-Urbain Proulx
Le Directeur

Pub
CEE